



Uniforme à l'école : le ministre en porte-à-faux avec la majorité

LA SÉMANTIQUE EN DIT LONG. Le mot « uniforme » est remplacé par « tenue scolaire commune » dans la proposition de loi que prépare un groupe de députés Renaissance, mais l'objectif est là : des vêtements identiques pour les élèves dans l'Education nationale. Depuis quelques semaines, ces élus y travaillent avec application, forts du soutien de « trois quarts » du bureau du groupe, selon un vote interne. Ce qui n'empêche pas le sujet de rester clivant dans la majorité. Interrogé mardi lors des questions au gouvernement par Franck Allisio (RN, Bouches-du-Rhône), Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement, tout en qualifiant ce débat de « légitime », l'a renvoyé au Conseil national de la refondation et aux établissements scolaires.

C'est lors d'un dîner organisé le 8 novembre place Beauvau par la secrétaire d'Etat à la Citoyenneté Sonia Backès, que l'idée est lancée. La native de Nouvelle-Calédonie et présidente de l'Assemblée de la Province Sud, explique que, sur l'île, l'uniforme est en vigueur depuis sept ans. Un vestiaire de cinq polos, deux tee-shirts, un chapeau, une polaire et un coupe-vent qui coûte 40 euros aux familles et a permis de lutter contre « le harcèlement scolaire dû aux marques et les inégalités sociales ». Il favorise « un sentiment d'appartenance », assure encore Sonia Backès, attachée à la défense des valeurs républicaines.

Sans en référer au ministre de l'Education, sept députés (*) rédigent un premier projet, espérant que leur proposition pourra être examinée avant une proposition de loi du RN prévue pour une « niche » en janvier. Le président par intérim du groupe de la majorité à l'Assemblée, Sylvain Maillard, qui a le feu vert d'Emmanuel Macron, les soutient. Le 18 novembre, un groupe de travail est constitué. Ces députés Renaissance savent aussi que les Français sont derrière eux, à 63% selon un sondage BVA de septembre 2020.

« **Militarisation** ». Seul hic, finalement mis au courant, Pap Ndiaye s'oppose à l'initiative. « Il l'a fait de façon maladroite, sur le mode "C'est moi le boss" », juge un des participants au projet. Sur France Info, vendredi dernier, le ministre a éludé : « Il est possible de réfléchir à tous les sujets », a-t-il jugé, ajoutant que « rien n'empêche

aujourd'hui à tel établissement d'imposer une tenue scolaire dans son règlement intérieur. Cela se fait beaucoup en Outre-Mer ». Mais, prévient-il, il serait « bien naïf de penser que l'uniforme viendrait régler la question de la laïcité ». « A vouloir ne pas heurter les enseignants, il est à contre-courant de l'opinion », regrette-t-on au sein du groupe de travail qui, malgré un petit-déjeuner partagé, n'a pas convaincu le ministre. « Comme une petite minorité chez nous, tels Sacha Houlié ou Cécile Rilhac, il redoute une mesure facho et une militarisation des jeunes », poursuit-on. La perspective d'un premier débat autour de la proposition RN brouille la donne. Les pro-uniforme comptent leurs alliés : Gérald Darmanin, Sarah El Haïry, Sébastien Lecornu notamment, sans oublier Les Républicains qui militent de longue date pour l'uniforme.

La majorité a trouvé une astuce pour se démarquer du RN et ne pas prendre les opposants de front : elle proposera d'abord une expérimentation de l'uniforme. Dans certains départements ? Dans un ou deux niveaux scolaires ? La question n'est pas tranchée. En revanche, un dernier argument est peaufiné, celui du coup de pouce au prêt à porter français s'il devait habiller douze millions d'élèves.

M.-A.L.-L.

(*) Sabrina Agresti-Roubache, Eléonore Caroit, Emilie Chandler, Hadrien Ghomi, Benjamin Haddad, Charles Rodwell, Caroline Yadan.

